

Quelles options pour les sociétés suisses?

SURTAXES Une hausse de 15 ou 20% de droits de douane américains aurait rendu possibles certains ajustements. Mais à 39%, les entreprises helvétiques actives aux Etats-Unis ont peu de marge de manœuvre. Retour sur leurs choix à court et long terme

JULIE EIGENMANN
ET STÉPHANE GACHET

Avant même l'entrée en vigueur des droits de douane, les fabricants suisses ont réagi avec l'envoi massif de stocks aux Etats-Unis. L'horlogerie en est un exemple frappant: les exportations au royaume de Trump ont explosé de 149% au mois d'avril. Et maintenant, que vont-elles faire? Alors que les 39% de droits de douane américains sont entrés en vigueur le jeudi 7 août, quelle est la marge de manœuvre des entreprises suisses?

■ Première option: contourner le problème

Nombre d'entreprises seront sans doute tentées par de telles stratégies d'évitement. Mais l'administration américaine a gardé en mémoire les détours pris par la Chine lors du premier mandat de Trump, et promet de frapper durement les transits indirects, comme l'a détaillé le *New York Times* dans son édition du 1er août.

Depuis la Suisse, Mélusine Perrier, conseillère Amériques pour Switzerland Global Enterprise, organisation officielle chargée par le Seco de la promotion des exportations et de la place économique, met en garde: «Le contournement des droits de douane via des pays tiers est interdit et punit d'un taux de droits de douane de 40% sur la valeur des marchandises ainsi que d'une amende ou d'une sanction. Les autorités douanières américaines surveillent cela de très près. Il n'est donc pas possible d'envoyer un produit suisse via un pays européen: son origine n'est pas impactée par le lieu d'expédition, mais par le lieu de transformation.»

Kevin Demir, experte en commerce mondial chez Deloitte, à Zurich, souligne d'autre part la complexité de toute production industrielle: «Les chaînes d'approvisionnement sont spécifiques à chaque produit. Nous construisons des scénarios avec nos clients et regardons ce qu'il est possible de faire.» Mais contourner les règles est une autre question.

L'administration de Donald Trump a déjà annoncé qu'elle frapperait durement les transits indirects si les entreprises soumises à ses taxes douanières étaient tentées par des stratégies d'évitement.
(8 AOÛT 2025/TIL BUERGY/KEYSTONE)



■ Jouer sur les prix et les marges

La plupart des entreprises suisses concernées avaient bien entamé des discussions avec leurs partenaires américains en avril, pour fragmenter l'augmentation du prix entre les intermédiaires, rapporte la conseillère de Switzerland Global Enterprise. «Mais avec un taux de 39%, il n'est pas possible de simplement réduire la marge: les prix des produits suisses aux Etats-Unis vont devoir augmenter dans la majorité des cas.» A court terme, les entreprises doivent donc utiliser tous les outils à disposition, estime-t-elle: réduction de la marge, répercussion sur le distributeur et augmentation du prix de vente.

Un élément à garder en tête est que les 39% imposés à la Suisse ne concernent que le prix à l'importation, qui est inférieur au prix final, dans des proportions

variables d'un secteur à l'autre. Répercuter la hausse aura donc des effets différents. On parle de quelques pour cent sur le prix final d'un produit cosmétique, indique Nicolas Bürki, analyste senior chez Reyl Intesa Sanpaolo, à Genève. Sur une montre, le prix public pourrait être relevé de 10 à 15%, selon un dirigeant de grand groupe horloger souhaitant ne pas être cité.

Une autre piste possible serait d'abaisser arbitrairement le prix d'exportation. Notre dirigeant horloger ne contredit pas, mais apporte cette nuance: ce n'est qu'un arbitrage entre payer moins de taxes aux douanes, mais plus au fisc, puisque le bénéfice réalisé dans le pays sera plus important.

A cela s'ajoute la nécessité de rester cohérent par rapport à l'ensemble des marchés.

Nicolas Curty, qui est à la fois

dirigeant Grand Chasseral et dirigeant d'Affolter, dans la machine-outil et l'usinage de précision, à Malleray (BE), donne sa vue d'entrepreneur: «Il n'y a pas de formule magique, chaque situation est différente. Si le client a absolument besoin de la machine, il paiera le prix. S'il hésite et se met à comparer avec d'autres fournisseurs, nous devrons négocier.»

■ Se renforcer en Suisse ou s'implanter aux Etats-Unis?

L'analyste de la banque Reyl Intesa Sanpaolo commence par faire le distinguo entre les petites structures et les grandes entreprises cotées en bourse. Pour ces dernières, l'investissement aux Etats-Unis fait partie de la stratégie et la force du franc les a déjà habituées à étendre leur outil de production hors des frontières, notamment dans ce pays. C'est en

particulier vrai pour le secteur de la pharma. A contrario, les fabricants de machines, observe-t-il, «ont surtout investi en Asie ces dernières décennies». Quant aux entreprises de plus petite taille, «elles pourraient être incitées à ouvrir des sites de production en zone euro».

Les Etats-Unis sont importants, mais ce n'est pas l'unique débouché

Le dirigeant d'Affolter est très clair sur le fait que la nouvelle configuration met toutes les décisions en suspens: «Notre plan d'investissement 2026-2027 risque d'être sérieusement revu.» ■

Dans tous les cas, ce qui domine aujourd'hui est le manque de visibilité. Deloitte évoque une «disruption» et souligne que «l'on ne sait pas ce qui va se passer». Nicolas Bürki rappelle lui aussi que «le danger est dans la perte de prévisibilité»: «Tout repose sur la confiance. Un investissement industriel se rentabilise sur dix ou vingt ans.»

■ Diversification géographique

C'est un élément clé, rappelé par l'ensemble des personnes consultées: les Etats-Unis sont importants, mais ce n'est pas l'unique débouché. Mélusine Perrier mesure d'ailleurs que les clients de Switzerland Global Enterprise ont déjà beaucoup diversifié leurs marchés ces dernières années, vers la Chine, l'Inde ou la Thaïlande, ainsi que les pays européens.

Là encore, le niveau d'agilité peut être très différent d'un secteur à l'autre. Nicolas Curty, d'Affolter, indique que pour «la machine, c'est plus difficile». L'expert de Reyl Intesa Sanpaolo note en revanche «que sur les biens transportables, la consommation va se déplacer». Il prend l'horlogerie en exemple: «Cela me rappelle quand la Chine imposait une taxe de consommation domestique élevée sur le luxe.» La clientèle s'était en effet reportée massivement sur le Japon et l'île de Hainan, connue pour sa zone franche. Les horlogers peuvent compter cette fois sur des destinations comme le Canada ou les Caraïbes.

Dans une vision à plus long terme, Samuel Vuadens, président du Groupement suisse de l'industrie des machines (GIM) – qui déplore par ailleurs la marge de manœuvre très limitée des PME avec ce taux – encourage à «anticiper une réorientation progressive. Changer de client ou de marché ne se fait pas en un trimestre. Cela nécessite des accords solides, du temps, et un accompagnement politique et financier adapté. L'accord de libre-échange avec l'Inde arrive à point nommé. D'autres pistes doivent être activées avec la même énergie et le même succès.» ■

«Die Umverteilung geht komplett in die falsche Richtung»

Generationengerechtigkeit Ob 13. AHV-Rente, Ehepaarrenten oder Eigenmietwert-Abschaffung: Immer sollen die Älteren profitieren, während die Jüngeren dafür aufkommen müssen. Das sei ungerecht, mahnt die Ökonomin Monika Bütlér.

Andreas Tobler und
Iwan Städler

In Deutschland hat ein provokanter Vorschlag eine Diskussion über Generationengerechtigkeit entfacht. Er nennt sich Boomer-Soli und wurde vom Deutschen Institut für Wirtschaftsforschung eingebrochen. Demnach sollen reiche Rentnerinnen und Rentner mittels einer Sonderabgabe auf alle Alterseinkünfte das Rentensystem stabilisieren – nicht die jüngeren Generationen.

Wie steht es in der Schweiz um die Generationengerechtigkeit? Werden hier die Jüngeren gegenüber den Boomern benachteiligt? Oder umgekehrt? Wir haben bei Monika Bütlér nachgefragt. Sie ist mit Jahrgang 1961 selbst Boomerin und eine der einflussreichsten Schweizer Ökonominnen. Die Honorarprofessorin der Universität St. Gallen sitzt auch im Verwaltungsrat verschiedener Unternehmen.

Frau Bütlér, Deutschland diskutiert über einen sogenannten Boomer-Soli. Fehlt in der Schweiz eine Debatte über Generationengerechtigkeit?

Definitiv. Spätestens seit dem Ja zur 13. AHV-Rente und der Kontroverse, wie sie finanziert werden soll. Es ist alles andere als generationengerecht, wenn die Jüngeren die zusätzlichen Leistungen an die Älteren bezahlen müssen – vor allem wenn dies über Lohnabzüge geschehen sollte. Wir bewegen uns in der Schweiz eher in Richtung Boomer-Unsoli, also hin zu einer ungerechteren Verteilung zugunsten der älteren Generationen. Nicht nur mit der 13. AHV-Rente.

Wo sehen Sie weitere Unsolis? Eine Volksinitiative der Mitte will die AHV-Renten der Ehepaare erhöhen. Auch davon würden die Älteren profitieren – vor allem die Bessergestellten. Bezahlen müssten dies einmal mehr die Jüngeren.

Die Mitte-Initiative stört sich daran, dass Ehepaare heute höchstens das Anderthalbfache einer AHV-Maximalrente bekommen, während Konkubinatspaare eine zweifache Maximalrente erhalten können.

Ist das nicht ungerecht? Es gibt kein perfektes System. Ehepaare haben bei der AHV gegenüber den Konkubinatspaaren auch Vorteile – etwa mit der Witwenrente und dem Einkommensplitting. Im Durchschnitt profitieren Ehepaare eher mehr als Konkubinatspaare.

Neben der 13. AHV-Rente und dem Ruf nach höheren Ehepaarrenten könnte auch die Abschaffung des Eigenmietwerts, über die wir im September abstimmen, die Älteren begünstigen. Diese besitzen deutlich häufiger Wohneigentum als Jüngere. Und sie haben ihre Hypotheken oft schon weitgehend abbezahlt.



«Wir bewegen uns in der Schweiz in Richtung Boomer-Unsoli», sagt die Ökonomin Monika Bütlér. Foto: Urs Jaudas

Hier ist es ein wenig komplizierter, da auch Unterschiede zwischen Stadt und Land hineinspielen. Aber es stimmt, dass hier ebenfalls tendenziell die Rentner profitieren.

All diese Pläne belasten die Jüngeren und begünstigen die Älteren.

Ja. Ich finde das sehr problematisch, obwohl ich selber eine Boomerin bin. Es ist selbstverständlich, dass die ärmeren Älteren finanziell abgesichert werden. Dank den Ergänzungsleistungen funktioniert dies in der Schweiz sehr gut. Die Umverteilung geht aber komplett in die falsche Richtung, wenn die Jüngeren noch stärker für bessergestellte Rentnerinnen und Rentner aufkommen müssen.

Welches Problem ist in der Schweiz grösser: die Altersarmut oder die Armut von jungen Familien?

Eindeutig die Armut der jungen Familien, vor allem der Alleinerziehenden. Es ist aber etwas komplizierter, da die Armut bei Jüngeren in vielen Fällen vorübergehend ist.

«Wir sind es den nachfolgenden Generationen schuldig, dass wir ihnen gute Voraussetzungen geben, sich selbst zu entwickeln.»

Bräuchte es auch Ergänzungsleistungen für Familien?

Nein, denn diese schwächen den Arbeitsanreiz – und somit die Fähigkeit, längerfristig für sich selber sorgen zu können. Vor allem für Mütter würde es sich gar nicht mehr lohnen zu arbeiten.

Viele Jungen klagen, Sie könnten heute den Traum vom Eigenheim nicht mehr realisieren. Anders als einst die Boomer, deren Häuser inzwischen massiv an Wert

gewonnen haben. Klagen sie zu Recht?

Schon vor 50 Jahren konnten sich die meisten jungen Familien kein Eigenheim leisten. Die Eigentumsquote war damals deutlich tiefer als heute.

Ältere monieren, sie hätten seinerzeit hart gearbeitet und seien so zu Wohlstand gekommen. Heute seien die Jungen zu bequem, würden lieber reisen und Teilzeit arbeiten. Ist da was dran?

Das ist mir zu polemisch. Geändert hat sich allerdings, dass die Menschen im Alter zwischen 20 und 30 Jahren – also in der Zeit, in der früher gespart wurde – oft noch in der Ausbildung stecken. Im Vergleich zu angelsächsischen Ländern dauert die Ausbildung hier sehr lange. Gleichzeitig sind wir nicht bereit, länger zu arbeiten. Das verkürzt die Zeit, in der wir fürs Alter vorsorgen.

Bräuchte es ein höheres Rentenalter?

Ja. Unsere Ausbildungszeit wird immer länger, gleichzeitig steigt die Lebenserwartung. Wenn das Rentenalter aber unverändert

bleibt, müssen immer weniger Aktive für immer mehr Pensionierte bezahlen.

Wie hoch sollte das Rentenalter Ihrer Ansicht nach sein?

Holland, Dänemark und Schweden bewegen sich schon länger Richtung Rentenalter 70 und höher. Bei einer Anhebung bräuchte es natürlich Abstufungen für jene, die früh zu arbeiten begonnen haben, und diejenigen, die harde körperliche Arbeit verrichten.

Sollten die Jahre, in denen jemand an der Uni studiert hat, nicht mehr als AHV-Beitragsjahre angerechnet werden?

Diesen Vorschlag finde ich noch immer richtig, auch wenn ich mir damit keine Freunde mache. Das ist keine Strafe, sondern ein Ausgleich dafür, dass diejenigen, die von einer staatlich finanzierten Ausbildung profitieren, weniger lang Beiträge zahlen – obwohl sie im Durchschnitt länger leben als Menschen ohne Studium.

Die Schweizerische Nationalbank erwartet, dass in den nächsten zehn Jahren 400'000 junge Menschen

weniger nachrücken, als mit der Pensionierung der geburtenstarken Jahrgänge den Arbeitsmarkt verlassen. Sehen Sie darin ein Problem?

Bei solchen Prognosen bin ich vorsichtig. In den nächsten Jahren fehlen nicht einfach 400'000 Leute. Einige Schätzungen gehen sogar vom Verlust vieler Arbeitsplätze aus wegen der künstlichen Intelligenz. Klar ist: Es fehlen Leute in gewissen Bereichen, etwa im Handwerk, in technischen Berufen und in der Pflege. Schon heute stammen 50 Prozent der Ingenieure aus dem Ausland. In anderen Bereichen haben wir hingegen genügend Arbeitskräfte. Mit der Pensionierung der Boomer wird sich dieses Missverhältnis nochmals verschärfen. Der Fokus müsste daher auf den Qualifikationen liegen, die auf dem Arbeitsmarkt gefragt sind.

Wie liesse sich das herstellen? Als Ökonomin kommt mir als Erstes unser Lohnsystem in den Sinn: Heute ist der Lohn sehr stark an die Länge der Ausbildung gekoppelt. In Australien hingegen verdienen Techniker und Handwerker oft das Doppelte von Professoren.

Wenn es eine derart grosse Nachfrage gibt: Warum sind in der Schweiz die Löhne im Handwerk und in der Technik nicht höher als jene von Uni-Absolventen?

Weil das Lohngefüge nicht nur von Angebot und Nachfrage abhängt. 40 Prozent der Arbeitsplätze in der Schweiz sind im öffentlichen oder halböffentlichen Sektor. Da gelten andere Regeln, denen sich die privaten Firmen nicht entziehen können, wenn sie auf dem Arbeitsmarkt konkurrenzfähig sein wollen. Der Staat ist damit für dieses schiefen Lohngefüge mitverantwortlich. Ich verstehe alle Eltern, die heute zu ihren Kindern sagen: «Geh studieren, dann verdienst du mehr.»

Braucht die Schweiz einen Boomer-Soli, wie er in Deutschland diskutiert wird?

Nein. Im Gegensatz zu Deutschland haben wir in der Schweiz bereits eine sehr starke Umverteilung zwischen Arm und Reich in der AHV. Über 80 Prozent erhalten mehr, als sie je einbezahlt haben. Sie profitieren davon, dass auch die Spitzenverdiener auf ihrem gesamten Lohnbeiträge entrichten müssen, obwohl die Renten später gedeckelt ist. Kein anderes Land verteilt in der 1. Säule so stark um. Zudem hat die Schweiz eine 2. Säule, die tendenziell weniger von Jung zu Alt umverteilt. Mindestens, wenn sie nicht zu stark reguliert ist.

Sind die Boomer den nachfolgenden Generationen irgend etwas schuldig?

Wir sind ihnen schuldig, dass wir ihnen gute Voraussetzungen geben, sich selbst zu entwickeln: einen Staatshaushalt mit einer tiefen Verschuldung und solide finanzierte Sozialversicherungen. Und wir sollten der Umwelt und dem Klima mehr Sorge tragen.

Les PME fustigent la position de l'UDC

Bisbille Le parti rechigne à prolonger le chômage partiel pour faire face aux taxes américaines. Le patron de l'USAM s'énerve.

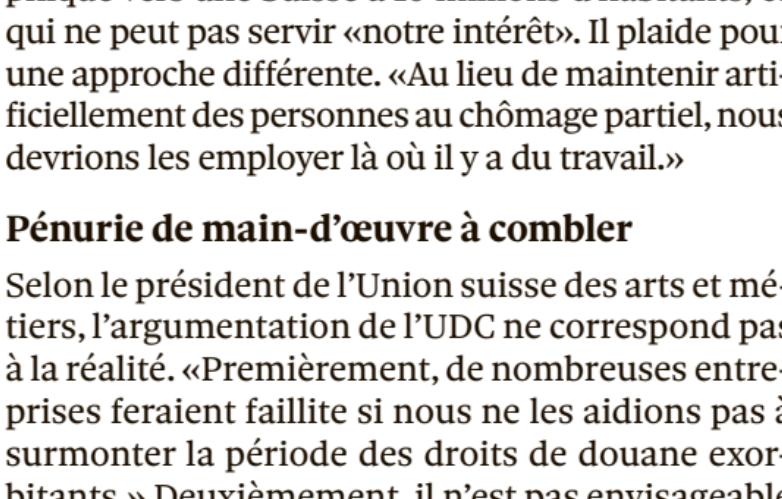
Les milieux économiques s'agitent depuis quelques jours, réclamant massivement une prolongation du chômage partiel, qui passerait de dix-huit à vingt-quatre mois. Les entreprises pourraient ainsi mieux faire face aux droits de douane américains élevés sans licencier leurs employés. Le principe est simple. Le chômage partiel permet de préserver la main-d'œuvre qualifiée et de redémarrer plus rapidement après une crise. L'idée bénéficie du soutien de presque tous les partis politiques, de la gauche à la droite.

Paradoxalement, l'UDC s'y oppose, alors qu'elle se présente volontiers comme le parti de l'artisanat et de l'économie. Le parti a fait savoir cette semaine que prolonger le chômage partiel à deux ans ne serait pas opportun en période de pénurie de main-d'œuvre qualifiée.

Cette position irrite l'Union suisse des arts et métiers (USAM), où l'UDC jouit traditionnellement d'un fort ancrage. Le conseiller aux États (Le Centre/TI) et président de l'USAM Fabio Regazzi ne mâche pas ses mots. «Je ne comprends pas que l'UDC s'oppose à une prolongation du chômage partiel à vingt-quatre mois. De nombreux commerces en ont besoin.» Selon lui, la mesure constitue un outil essentiel pour aider les PME exportatrices à surmonter les mois difficiles qui suivront le choc douanier. Les têtes pensantes du parti sont dans le viseur du président de l'Union suisse des arts et métiers. «La direction de l'UDC est assez idéologique et oublie parfois la réalité des petites entreprises.»

Le président de l'UDC, Marcel Dettling, se défend face aux reproches qui lui sont adressés. «L'UDC soutient totalement les entreprises.» Le désengagement du parti «à la prolongation du chômage partiel n'est pas un non idéologique», souligne-t-il. «Il n'est pas logique de maintenir artificiellement des emplois dans certains secteurs grâce aux indemnités de chômage partiel tandis que d'autres peinent à recruter.»

Christian Beutler/Keystone



Fabio Regazzi, président de l'USAM.

Le Schwytzois évoque les nombreux postes vacants. Selon lui, il existe des «pages et des pages d'offres d'emploi» qui restent sans réponse. «Il est absurde de maintenir des personnes au chômage partiel tout en faisant venir des spécialistes de l'étranger.» Cela ne fait qu'accélérer la croissance démographique vers une Suisse à 10 millions d'habitants, ce qui ne peut pas servir «notre intérêt». Il plaide pour une approche différente. «Au lieu de maintenir artificiellement des personnes au chômage partiel, nous devrions les employer là où il y a du travail.»

Pénurie de main-d'œuvre à combler

Selon le président de l'Union suisse des arts et métiers, l'argumentation de l'UDC ne correspond pas à la réalité. «Premièrement, de nombreuses entreprises feraient faillite si nous ne les aidions pas à surmonter la période des droits de douane exorbitants.» Deuxièmement, il n'est pas envisageable d'employer des spécialistes dans une branche qui n'est pas la leur.

Le président de l'UDC n'est pas de cet avis. Il reconnaît qu'«on ne peut pas embaucher du jour au lendemain un spécialiste dans n'importe quel autre métier». «Mais la pénurie ne touche pas seulement les enseignants, elle concerne de très nombreuses branches.»

Le chômage partiel avait joué un rôle important pendant la pandémie. À l'époque, l'UDC était favorable à son extension. Contrairement à la situation qui se dégrade aujourd'hui pour de nombreuses entreprises exportatrices, la plupart des secteurs étaient touchés à des degrés divers. L'UDC avait alors fait valoir que le chômage partiel était nécessaire pour éviter des licenciements massifs et permettre une reprise économique rapide après le confinement.

Mischa Aebi

Traduction: Emmanuelle Stevan

Geschäft mit vergessenen Geldern

In der Romandie häufen sich Fälle mit dubiosen Finanzberatern, die mit verlorenen Vorsorgekonten Profit machen wollen. Nun will der Bund das Treiben mit neuen Vorschriften für die Pensionskassen stoppen. Von Gina Bachmann

Von Anfang an misstraut Irina Blum dem Mann am Telefon. Er gibt sich als Mitarbeiter des Sicherheitsfonds der beruflichen Vorsorge aus, einer offiziellen Stelle des Bundes. Blum verfüge über mehrere vergessene Konten der zweiten Säule, die zusammengeführt werden müssten. Blum bezweifelt das und hängt auf.

Doch der Mann ruft wieder an und blaft Blum an, was sie sich erlaube, aufzuhängen. Er sei schliesslich von den Behörden. Man müsse rasch handeln, weil eine Frist ablaufe und die Guthaben danach verloren seien. Blum erschrickt und hört nun doch zu. Ob sie schon öfters den Job gewechselt habe, fragt der Mann. Ja, sagt Blum. Und sie sei doch kürzlich arbeitslos gewesen? Auch das kann Blum bejahen und denkt, der Mann muss tatsächlich von den Behörden sein, so gut, wie er informiert ist.

Doch der Mann ist ein Betrüger. Er macht sich zunutze, dass viele Leute keinen Überblick über ihre Pensionskassengelder haben. Denn wer eine Weile keine feste Anstellung hat, sollte die bisher angesparten Guthaben während dieser Zeit auf einem Freizügigkeitskonto bei einer Bank oder Versicherung zwischenlagern. Manche versäumen das oder vergessen ihre Konten. In der Schweiz gibt es deshalb über 6 Milliarden Franken an vergessenen Pensionskassenguthaben.

Irina Blum hat Glück. Als der Mann sagt, dass er zu ihr nach Hause kommen will, um die Sache «schnell anzuschauen», wird ihr unwohl. Sie hängt erneut auf. Die folgenden zwei Wochen erhält sie täglich Telefonanrufe von unbekannten Nummern, bis sie diese blockiert.

Irina Blum heisst eigentlich anders. Sie hat den Vorfall dem echten Sicherheitsfonds der zweiten Säule gemeldet. Dessen Geschäftsführerin Cinzia Corchia sagt, Beschwerden über dubiose Anrufe hätten seit einiger Zeit stark zugenommen, vor allem aus der Romandie. «Meist geht es dabei um Betrugsvorwürfe oder aggressives Telefonmarketing.» Der Sicherheitsfonds hat daher erwogen, Anzeige gegen Unbekannt einzureichen.

Es geht um ein emotionales Thema: die Angst, im Alter zu wenig Geld zu haben. Leute mit tiefen Einkommen, vielen Nebenjobs und brüchiger Laufbahn erhalten aus der zweiten Säule oft nur kleine Renten. Wie schön wäre es da, wenn noch irgendwo ein Konto zum Vorschein käme?

Grosse Versprechen für wenig Leistung

Mit dieser Hoffnung spielen nicht nur Betrüger. Sondern auch Firmen, die sich tatsächlich auf die Suche nach Freizügigkeitsgeldern spezialisiert haben – mit umstrittenen Methoden. Meist handelt es sich dabei um kleinere Büros und Finanz-Startups. «Finden Sie Ihr Geld aus der zweiten Säule wieder» oder «Guthaben zurückgewinnen» – mit solchen Versprechungen bieten die Firmen an, die Suche nach den Konten zu übernehmen, und zwar gratis.

Dabei tun die Firmen nichts anderes, als die Anfrage ihrer Kunden an den Sicherheitsfonds weiterzuleiten. Dieser verfügt über ein zentrales Register mit allen Freizügigkeitskonten der Schweiz. Eigentlich könnten Privatpersonen dort

direkt nachfragen – und zwar ebenfalls gratis. Doch nicht jeder kennt dieses Angebot.

Wird Geld gefunden, empfehlen die Firmen den Kunden, dieses auf rentableren Konten anzulegen, um die Vorsorge aufzubessern. Meist arbeiten sie dafür mit Partnerbanken zusammen, bei welchen sie dann Provisionen kassieren. Für die Kunden kann das teuer werden, vor allem wenn mehrere Konten gefunden werden.

Das Geschäftsmodell ist legal, doch in der Branche und bei den Behörden wächst der Unmut darüber. Unter anderem, weil die Kunden den Firmen Vollmachten ausstellen müssen, damit diese nach ihren Konten suchen dürfen. Cinzia Corchia vom Sicherheitsfonds hat schon Vollmachten gesehen, bei denen sich Dienstleister die Erlaubnis geben lassen, das gefundene Geld danach direkt auf ein neues Freizügigkeitskonto zu überweisen. «Bei uns haben sich schon Personen gemeldet, die diese Vollmachten ausgefüllt und es einen Tag später bereut haben.»

Fachleute sehen diese Praxis auch deshalb kritisch, weil es Fälle gibt, in denen solche Transfers illegal sind. Wer erwerbstätig und einer Pensionskasse angeschlossen ist, ist verpflichtet, das Geld der aktuellen Pensionskasse zu überweisen. «Wir bezweifeln, dass die Dienstleister dies immer beachten und die Kunden entsprechend aufklären», sagt Corchia. Sie betont, dass es nichts gegen Dienstleister einzuwenden gebe, die bei der Suche nach Geldern helfen. «Das Problem ist, dass sie in der Regel mit Transfers von Freizügigkeitsguthaben Provisionen verdienen wollen.»

Diego Rohner ist einer der Erfinder des Geschäfts mit vergessenen Freizügigkeitsgeldern.

Für sein Unternehmen Kala hat er eine App entwickelt, welche die Suchaufträge der Kunden direkt an den Sicherheitsfonds übermittelt. «So nehmen wir den Leuten den Papierkram ab», sagt er. Gemäss eigenen Angaben hat Kala über 80 000 Kunden betreut. «Das zeigt, dass unsere Dienstleistung legitim ist und geschätzt wird.»

Bund will Pensionskassen in die Pflicht nehmen

Kala verlangt eine Provision von 3 Prozent für den Fall, dass das Freizügigkeitsgeld zu einer Partnerbank überwiesen wird. Doch Rohner sagt, nur jeder siebte Kunde würde sich dafür entscheiden. «Wir drängen niemanden und weisen auf die rechtlichen Pflichten hin.» Den Hauptteil seiner Einnahmen erzielt Kala laut Rohner mit dem Verkauf der App an andere Finanzdienstleister.

Nur: Rohner muss sein Geschäftsmodell wohl bald überdenken. Denn der Bundesrat will die Pensionskassen dazu verpflichten, bei jedem neuen Versicherten abzuklären, ob er Freizügigkeitsleistungen mitbringt. Der Bund hofft, dass es damit künftig weniger vergessene Guthaben geben wird.

Denn auch in der Verwaltung stossen die Dienstleister rund um Freizügigkeitsgelder auf Skepsis. Das Bundesamt für Sozialversicherungen schreibt, es beurteile entsprechende Geschäftspraktiken als «kritisch», da kostenpflichtige Dienstleistungen angeboten würden «für etwas, was die Versicherten grundsätzlich selbst und kostenlos erledigen könnten».



Le directeur de Novartis, Vasant Narasimhan, veut construire quatre nouveaux sites de production de médicaments aux États-Unis.

Les pharmas suisses actionnent leur parachute aux États-Unis

Droits de douane Novartis et Roche vont délocaliser une partie de leur production de médicaments et de leur recherche. Cela va-t-il renchérir le prix des médicaments en Suisse?

Arthur Grosjean

Les pharmas suisses redoutent le gros coup de bâton douanier de Donald Trump. Elles vont donc déplacer en partie leur production de médicaments et leur centre de recherche sur le territoire des États-Unis. La «NZZ am Sonntag» a dévoilé dans sa dernière édition le plan de Novartis pour amadouer dans ce sens le président américain.

Il faut dire que la menace est concrète. Donald Trump a écrit aux multinationales étrangères de la pharma qu'elles subiraient des droits de douane stratosphériques jusqu'à 250% si elles ne baissaient pas rapidement le prix des médicaments aux États-Unis. «Si vous refusez d'agir, nous déployerons tous les moyens à notre disposition pour protéger les familles américaines contre la poursuite des pratiques abusives en matière de prix des médicaments», menace-t-il. Et il donne aux pharmas un délai jusqu'à la fin septembre pour s'exécuter.

Quatre nouveaux sites pour Novartis

À Bâle, où la pharma suisse prospère, on a parfaitement compris le message. Et on essaie de se prémunir contre des droits de douane punitifs. Comment? En déplaçant sa production de médicaments pour le marché des États-Unis sur le sol américain. L'entreprise compte y fabriquer le 100% des médicaments importants vendus aux États-Unis, relève la «NZZ am Sonntag».

Ce redéploiement de la pharma suisse en direction des États-Unis ne devrait pas être indolore pour la Suisse, et en particulier pour la région bâloise. Celle-ci risque d'y laisser des plumes au niveau des emplois et du chiffre d'affaires.

Novartis prévoit ainsi de construire quatre nouveaux sites de production aux États-Unis: trois pour les médicaments biotechnologiques et un pour les principes actifs chimiques et les comprimés. L'emplacement des futures usines n'est pas encore connu mais devrait être dévoilé sous peu. La capacité des sites de production déjà existants devrait être aussi agrandie.

Et ce n'est pas tout. Novartis compte développer d'ici à cinq ans un centre de recherche. Pour ce dernier, l'emplacement est déjà arrêté: ce sera San Diego en Californie. On ne sait pas si cela ravira Trump dans la mesure où la Californie est un bastion démocrate. Mais l'entreprise compte en tout investir 23 milliards aux États-Unis.

Roche va investir 50 milliards

Chez Roche, on est encore prêt à mettre plus d'argent dans la balance américaine: 50 milliards d'investissements. Le groupe, dont la filiale américaine Genentech emploie déjà plus de 2400 personnes sur son site principal à San Francisco, va se développer et occuper à pleins lignes de production. Son objectif: non seulement produire sur sol américain les médicaments destinés à ce marché, mais encore devenir un exportateur net, à savoir exporter depuis les États-Unis plus de médicaments vers le reste du monde qu'il n'en importe depuis d'autres pays.

Ce redéploiement de la pharma suisse en direction des États-Unis ne devrait pas être indolore pour la Suisse, et en particulier pour la région bâloise. Celle-ci risque d'y laisser des plumes au niveau des emplois et du chiffre d'affaires.

Des médicaments plus chers en Suisse?

Mais une autre menace se profile également à l'horizon pour la Suisse: le prix des médicaments. Dans ses discours, Donald Trump accuse en effet les pays européens de payer leurs médicaments trop bon marché et donc d'être subventionnés par les patients américains qui, eux, paient le prix le plus cher.

La critique est tirée par les cheveux quand on sait que l'État américain n'a pas voulu, ou n'a pas pu, imposer un prix plafond des médicaments sur son sol comme le font les pays européens. Il n'en reste pas moins que si les pharmas diminuent leurs marges aux États-Unis, elles seront tentées de se rattraper sur le marché européen.

Et on a vu récemment que Roche a commencé son bras de fer contre la Confédération. Comme l'Office fédéral de la santé publique n'était pas d'accord de payer le prix fort pour le nouveau traitement anticancéreux Lunsumio, Roche a carrément retiré le médicament du marché suisse en juillet. On verra si ce geste rare se développe à l'avenir et quelles conséquences cela aura sur la santé et les primes maladie des patients suisses.

Roche und Novartis reagieren auf Zoll-Drohung

Elisabeth Baume-Schneider und Guy Parmelin wollen sich zu einem Krisengipfel mit der Spitze der Pharmariesen treffen.

Nico Conzett, Watson

Donald Trump unterwirft die Weltwirtschaft mit seinen Zöllen massivem politischem Druck. Dass das mittelfristig aufgeht, ist nach Ansicht vieler Experten fraglich – doch kurzfristig kann der US-Präsident durchaus Erfolge verbuchen. So haben viele Konzerne bereits angekündigt, mehr in die USA zu investieren und gar die Produktion ihrer Waren nach Übersee zu verlagern – so auch die Schweizer Pharmariesen Roche und Novartis.

Wie die NZZ berichtet, plant Roche, in den USA künftig zum Nettoexporteur zu werden. Das heisst, die Basler Firma will mehr Medikamente in den USA produzieren, als das Land selbst überhaupt braucht – der Überschuss soll künftig von dort aus exportiert werden. Mit der US-Tochter Genentech verfügt Roche bereits über eine umfassende und funktionierende Infrastruktur in den Staaten. Mit Investitionen von über 50 Milliarden Franken will die Schwei-

zer Firma die US-Produktion künftig «signifikant erhöhen».

In eine ähnliche Richtung geht Novartis. Der ebenfalls in Basel beheimatete Konzern will künftig «100 Prozent der wichtigsten Medikamente» ebenfalls in den USA produzieren und damit den Export aus anderen Ländern – allen voran aus der Schweiz – in die Vereinigten Staaten praktisch auf den Nullpunkt absenken.

Politik und Wirtschaft haben Interessenkonflikte

Diese Massnahmen werden – sofern sie wie angekündigt umgesetzt werden – das von Trump monierte Handelsbilanzdefizit mit der Schweiz massiv verkleinern, weil der US-Export von Medikamenten einen beträchtlichen Teil der Schweizer Ausfuhren ausmacht. Doch ebenso wahrscheinlich ist, dass die Verlagerung die Schweizer Wirtschaft unter Druck setzt.

Roche und Novartis bekräftigen gegenüber der NZZ zwar, dass die US-Verschiebung keine grossen Folgen für den Standort

Schweiz haben werde. Etwa 10'000 Personen sind hierzulande allerdings in der Medikamentenproduktion beschäftigt. Die EU und andere Teile der Welt sollen zwar weiterhin mit in der Schweiz produzierten Medikamenten beliefert werden, doch die Rechnung ist einfach: Wird anderswo mehr produziert, braucht es weniger Kapazitäten in der Schweiz.

Andere Bereiche wie Forschung und Entwicklung (etwa 11'000 Angestellte) sowie die

Verwaltungs- und Marketingarbeit der Konzerne (30'000 Angestellte) sollen laut den Firmen in der Schweiz erhalten bleiben.

Die Schweizer Regierung ist sich der Bedeutung der Pharmakonzerne für die hiesige Wirtschaft und der angespannten Lage bewusst. Wie der «SonnagsBlick» schreibt, wollen sich Gesundheitsministerin Elisabeth Baume-Schneider und Wirtschaftsminister Guy Parmelin nach den Sommerferien

zu einem Krisengipfel mit den Bossen von Roche und Novartis treffen. Doch auch hierzulande gibt es Interessenkonflikte zwischen Politik und Wirtschaft. Während der Bundesrat verhindern will, dass die Schweizer Gesundheitskosten (und damit die Krankenkassenprämien) noch weiter steigen, haben die Pharmakonzerne eine andere Perspektive. Um Forschung und Entwicklung und die wirtschaftlichen Risiken zu finanzieren, fordern sie seit langem «ange-

messenere» (=höhere) Medikamentenpreise.

Ob die Rechnung für die Pharma-Multis aufgeht, ist aber ebenso fraglich wie jene von Donald Trumps Zollpolitik. Kurzfristig vermögen die Firmen mit ihrer US-Produktionsverlagerung zwar die von Trump angedrohten wahnwitzig klingenden 250-Prozent-Zölle auf Pharmaprodukte zu umgehen (aktuell ist die Branche noch ausgenommen), doch in den Staaten droht weiteres Ungemach: Trump hat klargemacht, dass die Medikamentenpreise in den USA massiv sinken sollen – also das Gegenteil dessen, was die Pharmafirmen gerne in der Schweiz hätten.

Trump droht, wie bei den Zöllen, auch bei den Medikamentenpreisen mit radikalen Massnahmen, die Preise sollen auf das Niveau anderer Industrieländer und teils darunter abstürzen. Sollten die Firmen mittels politischer Einflussnahme dazu verdonnert werden, die Preise derart zu senken, hätte das unweigerlich wirtschaftliche Folgen für diese.

Baume-Schneider gegen «Bluffen»

Aus dem Bundesrat haben sich bislang nur Finanzministerin Karin Keller-Sutter und Wirtschaftsminister Guy Parmelin zum Zoll-Fiasko mit den USA geäussert. Am Wochenende sprach nun erstmals auch Gesundheitsministerin Elisabeth Baume-Schneider darüber. Die Pharmabranche steht im Zentrum des Zollstreits, da

US-Präsident Trump ultimativ tiefere Medikamentenpreise von Novartis und Roche fordert – ansonsten droht er mit Pharmazöllen von bis zu 250 Prozent.

«Der Bundesrat versucht, Lösungen zu finden», sagte Baume-Schneider am Rande des Filmfestivals Locarno, wo sie an einem Anlass des Ver-

bands Schweizer Medien auftrat. Von TeleZüri-Chefredaktor Oliver Steffen nach der richtigen Strategie gefragt, antwortete Baume-Schneider: «Jetzt auch zu bluffen, um den US-Präsidenten zu beeindrucken, passt nicht wirklich zur Schweiz.» Man müsse ehrlich und gestützt auf die bewährten Werte mit den USA verhandeln. (pmü)

Allein unter Raubtieren

Die Schweiz hat keine Aussenpolitik, sondern wurstelt sich kleinkariert durch. Das rächt sich im Zollstreit mit Trump. Das Ende der liberalen Weltordnung trifft den Kleinstaat mit aller Wucht. Von Eric Gujer

Wer einen Konflikt ausricht wie die Schweiz mit den USA, sollte drei Dinge kennen: sich selbst, den Gegner und das Schlachtfeld. Dieses umfasst nicht nur die Handelspolitik. Es geht auch nicht um die Gefühlslage eines Präsidenten. Der Anlass der jüngsten Krise ist zwar ein Gespräch zwischen Donald Trump und Karin Keller-Sutter, das die Schweizer Bundespräsidentin offenkundig vermasselt hat. Ein insistierender und selbstbewusster Ton kommt nun einmal nicht gut an bei dem Nazis im Weissen Haus. Dort ist Keller-Sutter jetzt Persona non grata. Doch die eigentlichen Ursachen liegen tiefer. Die Schweiz sollte das Debakel nicht als einmaligen Ausrutscher nach einer ungeschickten Verhandlungsführung abtun.

Schlaumeier im Krisenmodus

Bern spürt mit der Verzögerung von einigen Jahren die Folgen eines Erdbebens in den gesamten internationalen Beziehungen. Die Ära der Freiheit, die mit dem Fall der Berliner Mauer so hoffnungsfröhlich begonnen hatte, ist kollabiert. In dieser Epoche wurden Konflikte auf der Basis von Regeln und in multilateralen Organisationen wie der Uno und der WTO ausgetragen. Der Freihandel erklimmte neue Rekorde. Amerika dominierte und stabilisierte das System. Die einzige Supermacht erwies sich als zuverlässlicher Partner.

Diese liberale Weltordnung ist unwiderruflich zu Ende gegangen. Was einmal ein geordnetes Spielfeld war, ist nun im übertragenen wie im wörtlichen Sinn ein Schlachtfeld. Große Mächte erkennen die bestehenden Regeln nicht mehr an. In der Ära des Dschungels herrscht das Recht des Stärkeren. Die USA verhalten sich nicht mehr als Garant und Stabilisator der Ordnung, sondern sind selbst das grösste Raubtier im Urwald.

Die Schweiz trifft diese Zeitenwende besonders hart. In dem regelbasierten System konnte sie ihr Erfolgsmodell einer offenen, exportorientierten Wirtschaft perfektionieren. Niemand verdient an der Globalisierung wie das Land, das selbst auf Vielfalt und Ausgleich beruht. Zugleich verschloss die Schweiz die Augen davor, wie verletzlich sie ist:

Profiteurin einer Ordnung, die sie selbst nicht erschaffen hatte und die zu erhalten sie zu schwach ist. Die Eidgenossenschaft ist wirtschaftlich ein Riese, aber politisch und militärisch ein Zwerg. Das sind die schlechtesten Voraussetzungen, um in einem Dschungel zu bestehen, in dem Grossmächte rücksichtslos ihre Interessen durchsetzen.

Seit je bewegen sich die Schweizer wie Schlafwandler durch die internationalen Krisen. Was geht uns das an? Diese Frage prägt die helvetische Aussenpolitik. Weil wir neutral sind, uns aus fremden Händeln heraushalten und nur unsere Geschäfte machen wollen, glauben wir, dass alle uns respektieren und schätzen. «Sister republic» – die kleine Schweiz und das grosse Amerika, verbunden durch ihre Liebe zur Freiheit und zur Demokratie. Solche Schmeicheleien hielten viele für bare Münze. Der Realitätsverlust zeigte sich schon beim Streit mit Washington um die nachrichtenlosen Konten genauso wie beim Ende des Bankgeheimnisses.

Auch diesmal ignorierte die Schweiz die Flammenschrift an der Wand. Was das Land jetzt erleidet, hat eine Vorgeschichte. Denn die liberale Ordnung erodiert seit langem. China und Russland kritisieren das bestehende System als unipolares Diktat der Amerikaner. Zugleich sind die revisionistischen Mächte zu stark geworden, als dass die USA diese noch in die Schranken weisen könnten. Washington verhält sich daher wie seine Gegner und setzt egoistisch seine Interessen auf Kosten Schwächerer durch.

Das ist die Arena, in der sich die Schweiz bewähren und beweisen muss. Wer gestern ein Freund war, ist heute ein Rivale. In dieser Arena hängt zudem alles mit allem zusammen. So ist es ein Irrtum, zu glauben, dass der Ukraine-Krieg Bern nichts angehe. Wieder spielt man den Schlaumeier, der absitssteht und profitiert: keine Waffenlieferungen an die europäischen Partner, keine höheren Verteidigungsausgaben, aber eine faktische Sicherheitsgarantie der Nato. Wer sich als Eigenbrötler so um seinen Ruf foutiert, macht sich zur leichten Beute der Raubtiere. Er muss bei Waffenkaufen hinten anstehen, er bekommt fette Zölle aufgebrummt. Die Schweiz sollte sich nicht selbst betrügen. Was sie mit Trump erlebt, wird kein Einzelfall bleiben.

Auch China und andere beherrschen die Gesetze des Dschungels.

Wenn man allein ist, muss man umso wachsamer sein und seine Gegner sorgfältig studieren. Trump wird gerne mit Putin verglichen, was meist Unsinn ist, in einem Punkt aber zutrifft. Beide sehen die Welt als Nullsummenspiel. Was der eine gewinnt, muss der andere verlieren. Trump hat ein grosses Problem: das Gesundheitswesen. Seine Big Beautiful Bill reduziert die Subventionen für Rentner und Arme, und so braucht er einen sozialen Ausgleich. Nichts scheint leichter, als die ausländischen Pharmafirmen zur Kasse zu bitten, die auf dem amerikanischen Markt die höchsten Preise durchsetzen. Die vorläufige Zollbefreiung für die Konzerne ist nur das Vorspiel, um diese zum Nachgeben zu zwingen: Kostensenkungen in Amerika und höhere Preise in Europa. Der eine gewinnt, der andere verliert. Auf seine Art ist Trump berechenbar.

Daher war zu erwarten, dass der Präsident die Schweiz ins Visier nimmt, weil diese so viele Medikamente in die USA exportiert. Doch die Schweizer Regierung versäumte es, zum Ausgleich bombastisch wirkende Konzessionen anzubieten. Die Europäer hingegen taten dies und hatten damit doppelten Erfolg: als EU im Zollstreit und in der Nato. Man sagt, der Schweiz seien solche fragwürdigen Deals fremd, weil sie sich an die Spielregeln halte. Dann sollte sie rasch die neue Regel lernen: Korrekt war gestern, Vereinbarungen und Normen gelten nur beschränkt.

Heute ist es wichtiger denn je, sich selbst richtig einzuschätzen. Stärke und Schwäche der Schweiz zugleich ist die einzigartige Dichte an Grosskonzernen: Roche, Novartis, Nestlé oder UBS. Diesen Vorteil muss man verteidigen und nicht wie der Bundesrat bekämpfen – etwa mit besonders strengen Auflagen für die letzte Grossbank.

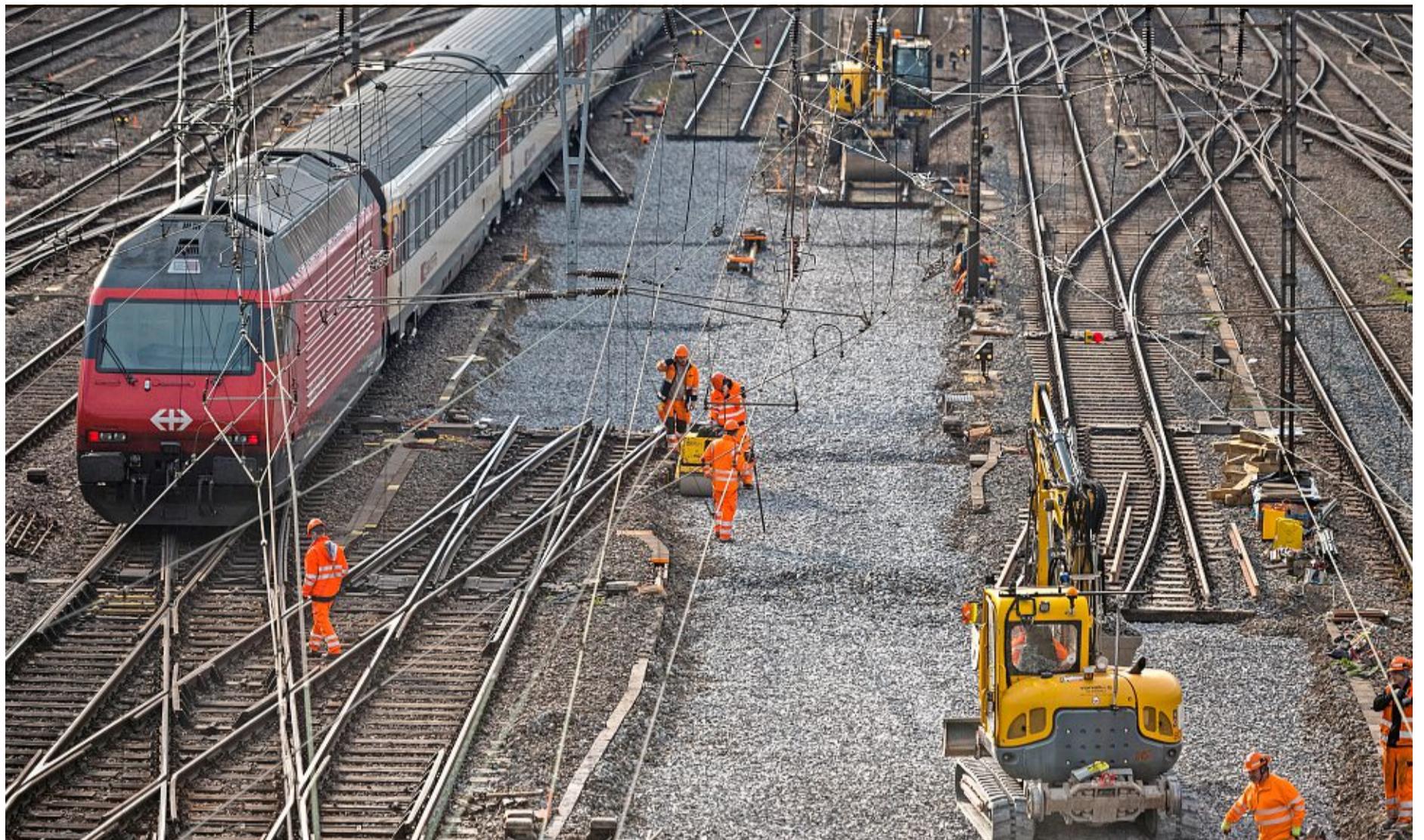
Wenn die UBS zu gross ist für die Schweiz, sind es die Pharmariesen auch. Schon heisst es, diese nähmen die anderen Branchen in Geiselhaft, die nun die Zollzeche zahlen müssten. Das eine ist so falsch wie das andere. Die Schweiz sollte ihre «Monsterfirmen» pflegen. Andere wissen, was sie wert sind. So versucht die US-Regierung, die UBS nach New York zu lotsen. Doch die helvetische

Innenpolitik ergeht sich in dem Streit, ob die Bank demütig genug auftritt. So viel Kleinkariertheit wird der Lage nicht gerecht, in der die Konkurrenz mit allen Mitteln kämpft. Die Schweiz benötigt eine Grand Strategy. Diese muss die europäische Sicherheit genauso berücksichtigen wie die wirtschaftlichen Stärken des Landes oder die geopolitische Konstellation. Wird alles zusammengeführt, stärkt das die Widerstandskraft der Schweiz. Doch das Silo-Denken dominiert, besonders im Bundesrat, wo jedes Departement für sich allein wurstelt.

Gemütlicher Dampfer

Grundlage jeder Strategie ist die Frage, was die Schweiz sein will, um in den Stürmen der Gegenwart zu bestehen: ein Schnellboot, allein und flink, oder ein Kreuzer im Schutz eines Geleitzugs? Das Schnellboot-Szenario verspricht grösstmögliche Souveränität. Das Boot muss allerdings wirklich schnell sein, und das heisst: maximal wettbewerbsfähig. Als saturierter Sozialstaat ähnelt die Schweiz eher einem gemütlichen Ausflugsdampfer. So ist sie nicht in der Lage, ihr antiquiertes Arbeitszeitregime zu modernisieren. Heutige Wissensarbeiter werden behandelt wie Industriearbeiter vor hundert Jahren. Zuverlässig kuscht die Regierung vor den Gewerkschaften. Die direkte Demokratie torpediert überdies alle Versuche, das Rentenalter an die demografische Realität anzupassen.

Das Schnellboot bleibt ein libertärer Wunschtraum. Der Geleitzug hingegen bietet Sicherheit. Der Zollhammer zeigt, welche Risiken der Alleingang birgt. Souveränität hat ihren Preis, der sich jetzt genau beziffern lässt: 24 Prozentpunkte. Das ist die Differenz zwischen dem Zollsatz für die Schweiz und jenem für die EU. Eine allein auf den Souveränitätsverzicht fokussierte Debatte über das mit Brüssel ausgehandelte Vertragspaket greift zu kurz. Die Überlegung, wie sich die Schweiz in der neuen Weltordnung positioniert, gehört zwingend dazu. Eine enge Zusammenarbeit mit der EU ist eine Rückversicherung in einer unberechenbaren Welt. Wer das nicht wenigstens in Betracht zieht, hat aus dem Debakel mit Trump nichts gelernt.



Für den Ausbau der Bahninfrastruktur fehlen Milliarden – nun machen die Kantone Druck auf den Bund, damit dieser mehr Mittel zur Verfügung stellt. Foto: Urs Jaudas

Verkehrsdirektoren wehren sich gegen drohenden Kahlschlag beim ÖV

Kürzungen bei der Bahn Der Bahninfrastrukturfonds steuert auf ein Milliardenloch zu – doch der Bundesrat will noch mehr sparen. Dagegen regt sich Widerstand in den Kantonen und im Parlament.

Cyrill Pinto

Der Druck auf das Schweizer Bahnnetz wächst: mehr Pendler, mehr Güter, mehr Verbindungen. Doch ausgerechnet jetzt, wenn neue Milliardenprojekte anstehen, gerät der Bahninfrastrukturfonds (BIF) ins Wanken. Der Fonds, der den Ausbau des ÖV-Netzes finanziert, ist finanziell massiv unter Druck: 14 Milliarden fehlen für bereits beschlossene Projekte bis 2045. Ab 2030 sinken die Einlagen zudem um mehrere Hundert Millionen Franken pro Jahr, weil die Beiträge aus Mehrwertsteuer und Mineralölsteuer wegfallen. Trotzdem will der Bundesrat im Rahmen seines Sparpakets jährlich weitere 200 Millionen Franken streichen.

Gegen diesen «Sparhammer» regt sich nun Widerstand. Die Konferenz der kantonalen Direktoren des öffentlichen Verkehrs (KÖV) hat sich mit einem Schreiben und konkreten Forderungen an den Bundesrat gewandt. Im Brief an Verkehrsminister Albert Rösti kritisieren die Kantone die geplante dauerhafte Kürzung der BIF-Einlagen im Rahmen des Entlastungspakets 2027. Außerdem fliessen ab 2030 weniger Einnahmen aus der Mehrwertsteuer in den BIF. Beides führe zu einer «strukturell gefährdeten Finanzierung» des Fonds. Die Verkehrsdirektoren fordern, dass mindestens 75 Prozent der Einnahmen aus der Schwerverkehrsabgabe in den Bahnfonds fliessen. Zudem soll unter anderem der Mehrwertsteuerbeitrag unbefristet verlängert werden.

Zudem fordern die Kantone, dass die gesetzliche Mindestreserve von 300 Millionen Franken abgeschafft wird und dass



Ständerätin Andrea Gmür (links, mit Bundesrat Albert Rösti) will trotz Spardruck den neuen Tiefbahnhof von Luzern ermöglichen. Foto: Keystone

sich der Bahnfonds zeitlich begrenzt neu verschulden darf. Dies, um Investitionen nicht unnötig zu verzögern. Fabian Peter, KÖV-Präsident und Luzerner Regierungsrat (FDP), sagt: «Eine gut ausgebauten Infrastruktur ist für die wirtschaftliche Entwicklung und hohe Lebensqualität der Schweiz essenziell. Deshalb muss die Diskussion über die Zukunft des Fonds jetzt beginnen.»

Schulden machen für den Ausbau des Bahnnetzes?

Im Kanton Luzern steht mit dem Bahnhof ein Milliardenprojekt auf der Kippe. In Basel soll ein neuer Tiefbahnhof entstehen. Die beiden Kantone machen deshalb besonders Druck auf den Bund und warnen davor, den BIF weiter zu schwächen. Der Bund müsse solide und langfristig dotiert sein, um solche Projekte zu finanzieren.

Widerstand kommt nicht nur von den Verkehrsdirektoren: In

der Verkehrskommission wird der BIF am Montag wieder zum Thema. Für Kommissionsmitglieder aus Kantonen, wo grosse Infrastrukturprojekte anstehen, ist klar: Es braucht jetzt eine Lösung, bevor zentrale Infrastrukturprojekte ins Stocken geraten. Die Luzerner Ständerätin Andrea Gmür (Mitte) sagt: «Wir sind seit Jahren dran – und wenn jetzt der BIF unteralimentiert bleibt, droht der Stillstand bei wichtigen Projekten.» Das betreffe nicht nur wirtschaftlich bedeutende Ausbauten, sondern auch die Sicherheit im Bahnverkehr, etwa in der Zentralschweiz. Unterstützung erhält Gmür von Ständerätin Eva Herzog (SP, BS).

Die beiden Politikerinnen fordern in einem Vorstoß rasch wirksame Massnahmen – zum Beispiel durch den Verzicht auf Rückzahlungen oder die Abschaffung der Mindestreserve. Welche Variante sich letztlich durchsetze, sei zweitrangig, so

Gmür: «Hauptsache, wir finden eine mehrheitsfähige Lösung. Denn es geht hier nicht um Kosten, sondern um Investitionen mit hoher Wertschöpfung.» Gerade in wirtschaftlich angespannten Zeiten sei es essenziell, in eine zukunftsfähige Verkehrsinfrastruktur zu investieren.

Die Verkehrsdirektorenkonferenz unterstützt die Pläne der Parlamentarierinnen. «Der volkswirtschaftliche Nutzen von Investitionen in den öffentlichen Verkehr ist unbestritten», sagt Generalsekretärin Mirjam Büttner. Dies zeige auch eine neue Analyse im Auftrag der Kantone Basel-Stadt und Basel-Landschaft.

Das investierte Geld bringt ein Mehrfaches an Nutzen

Diese neue Studie, die das Beratungsbüro Infras erstellt hat, liefert erstmals Zahlen zum Nutzen solcher Investitionen: Jeder investierte Franken generiert laut Berechnungen einen gesamtwirtschaftlichen Nutzen zwischen 1.35 und 4.75 Franken. Berücksichtigt wurden dabei Effekte wie Wertschöpfung und Beschäftigung als auch kürzere Reisezeiten, bessere Erreichbarkeit und geringere Umweltbelastung.

Zudem schaffe eine Investition von 100 Millionen Franken rund 500 Vollzeitstellen und 75 Millionen Franken Wertschöpfung. Der Bahninfrastrukturausbau sei deshalb nicht nur verkehrs- und klimapolitisch sinnvoll, sondern auch makroökonomisch ein Gewinn – so lautet das Fazit der Studienautoren. Eine frühzeitige Sicherung der BIF-Finanzierung sei deshalb dringend nötig. Doch auf Bundesebene weht zurzeit ein anderer Wind.

Im letzten November gab der Bund bekannt, dass im BIF Milliarden fehlen. Fast zeitgleich lehnte die Bevölkerung den Autobahnausbau ab. Verkehrsminister Albert Rösti gab daraufhin eine grundlegende Überprüfung der Schweizer Verkehrs politik in Auftrag. ETH-Professor Ulrich Weidmann soll sämtliche geplanten Bahn- und Strassenprojekte auf ihre Wirksamkeit und Finanzierbarkeit hin analysieren. Basierend auf seinem Bericht, der im Herbst vorliegen soll, will der Bundesrat die Verkehrspolitik neu ordnen. Ein konkreter Vorschlag dazu könnte bis 2027 vorliegen.

Im Fokus von Weidmann stehen auch sechs Bahnprojekte, deren Kosten deutlich höher ausfallen als ursprünglich geplant, darunter die Tiefbahnhöfe in Luzern und Basel.

Auch die Verkehrsdirektoren beobachten die laufende Verkehrsanalyse des ETH-Professors. Sie werden über die Fortschritte informiert. «Wie üblich wird sich die KÖV spätestens im Rahmen der Vernehmlassung zur politischen Vorlage äussern», sagt deren Präsident Fabian Peter. Die Ergebnisse werden im Herbst erwartet.

Beim Verkehrsdepartement von Albert Rösti hält man dazu fest: «Die Entwicklung der Bahninfrastruktur ist Bundesrat Rösti ein hoch priorisiertes Anliegen.» Gleichzeitig müsse jedoch das Ausgabenwachstum des Bundes gebremst werden. Beim BIF zeichne sich tatsächlich «mittel- bis langfristig eine Unterfinanzierung ab». Das Uvek begegne dem Umstand mit der Überprüfung durch Professor Weidmann im Rahmen des Projekts Verkehr 45.

Qui veut enterrer le traité sur le plastique?

LOBBYS Faute d'accord pour un traité international sur la pollution plastique, pays et organisations internationales se réunissent pour un sixième round de négociations à Genève. Avec eux, industriels et groupes de pression se sont aussi donné rendez-vous au bord du Léman

KYLIAN MARCOS

Qui veut la peau du traité international sur le plastique? Jusqu'au 14 août prochain, 183 délégations nationales et régionales se réunissent entre les murs des Nations unies pour mettre sur pied un instrument juridique contraignant afin d'endiguer la pollution plastique. Après l'échec des récentes discussions à Busan, en Corée du Sud – initialement prévues comme le cycle final –, Genève aura la lourde tâche de parvenir à intégrer un objectif de baisse de la production à la source de plastique. Si l'impossibilité d'atteindre un accord n'est pas totalement imputable aux nombreux lobbies présents, leur présence a été très remarquée en Corée du Sud.

Sur la liste provisoire des participants transmise par le Programme des Nations unies pour l'environnement (UNEP), *Le Temps* a pu identifier au moins 307 lobbyistes proches de l'industrie plastique. C'est plus que le décompte du Centre pour le droit international de l'environnement (CIEL), qui arrive au total de 234. Une estimation basse puisque le CIEL n'inclut pas les entreprises de biens de consommation (comme Coca-Cola, Nestlé ou LEGO) ou les fabricants d'emballages.

La même équipe, mais pas le même maillot

C'est toujours plus qu'à Busan, où CIEL comptait au moins 220 lobbyistes inscrits sur la liste des participants. «Le plastique est fabriqué à partir de combustibles fossiles et de produits pétrochimiques. Ce faisant, les industries pétrochimiques et des combustibles fossiles ont un conflit d'intérêts majeur avec l'objectif du traité», souligne Rachel Radvany, chargée de la santé environnementale pour CIEL.

Lors de séances de négociations internationales, les lobbies de la pétrochimie infiltrent les rencontres par différentes voies. Il n'est pas rare d'en identifier parmi les organisations internationales ou les délégations nationales.

Ces représentants d'intérêts d'entreprises pétrochimiques nationales sont une infime part des lobbyistes présents à Genève. La grande majorité voyage au sein d'organisations non gouvernementales (ONG), infiltrées par des délégués de grands industriels. Sur les 307 représentants de l'industrie plastique identifiés par *Le Temps*, 279 voyagent au sein

d'ONG. La même équipe, mais pas le même maillot: entreprises pétrochimiques et Etats pétroliers voient dans le plastique un marché de substitution important dans un contexte où les énergies fossiles tendent à être remplacées par les renouvelables.

Le double jeu de Coca-Cola, Unilever et consorts

Sous la bannière du Conseil international des associations chimiques (ICCA), on retrouve par exemple des émissaires de l'américaine Dow, de la chimiste saoudienne SABIC ou de la belge Svensqo. Une présence que l'ICCA désamorce dans une communication envoyée spontanément par mail aux médias: «Nos délégués sont ici pour écouter les gouvernements afin de comprendre les défis uniques auxquels ils sont confrontés et d'apporter des solutions qui tirent parti des innovations et de l'expertise technique approfondie dont disposent nos industries et qui peuvent contribuer à mettre fin à la pollution plastique.» Et d'ajouter: «Bien que nous soyons nettement moins nombreux que les plus de 1500 ONG participantes, nous apprécions l'engagement de l'ONU en faveur d'une large participation des parties prenantes.»

Des lobbies «sans filtre» qui ne craignent pas d'afficher leur proximité avec le secteur pétrochimique, selon Dorothee Moisan, journaliste et autrice du livre enquête *Les Plastiqueurs. Enquête sur ces industriels qui nous empoisonnent* (Kero, 2021). Exemple: «Il y a quelques années, le patron de Covestro (entreprise chimique, filiale de Bayer) était président de Plastics Europe». Aujourd'hui, le groupe de pression européen est dirigé par Benny Mermans, le patron de Chevron Phillips Chemical. «Ce sont les plus gros producteurs de plastiques mondiaux qui président ces lobbies», résume Dorothee Moisan.

Pousser pour le recyclage et continuer à produire plus

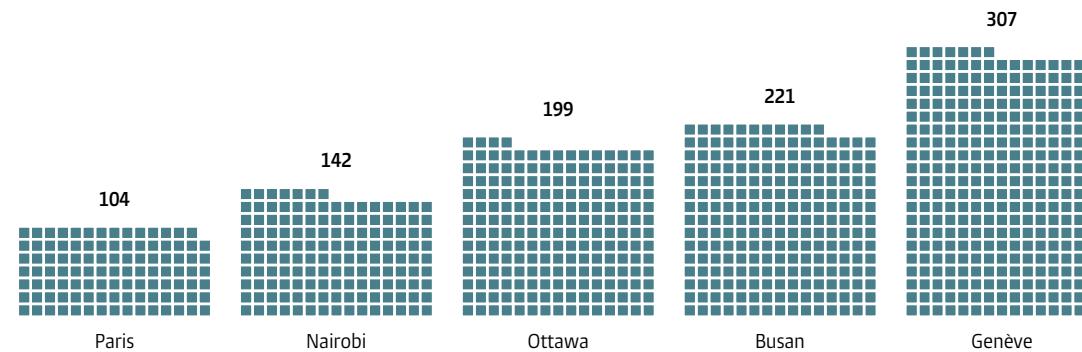
Cependant, les entreprises pétrochimiques ne sont pas seules à faire le déplacement. Depuis la rencontre de Paris en 2023, Coca-Cola n'a manqué aucune discussion sur le traité. Un représentant solide du secteur de l'emballage et de l'industrie agroalimentaire et l'un des plus gros pollueurs plastiques du monde. Une présence ironique, selon Dorothee Moisan, alors que Coca-Cola remplace les quelques



Les délégués s'entretiennent avant l'ouverture de la deuxième partie de la cinquième session du Comité intergouvernemental de négociation sur la pollution plastique (INC-5.2), au siège européen des Nations unies. (GENÈVE, 5 AOÛT 2025/SALVATORE DI NOLFI/KEYSTONE)

A GENÈVE, LA PRÉSENCE DE LOBBIES BAT UN NOUVEAU RECORD

Nombre de participants affiliés à l'industrie du plastique



De Paris à Busan, les chiffres sont ceux du CIEL. Pour Genève, les chiffres sont ceux du Temps.

Graphique: Le Temps | Sources: CIEL et Le Temps

systèmes de consignes de bouteilles en verre qui existent encore dans le monde pour installer des bouteilles en plastique». Au côté du géant américain de la boisson, c'est tout un secteur qui vient défendre la bouteille en plastique.

Certaines entreprises brouillent les pistes ou jouent un double jeu. C'est aussi le cas de Coca-Cola. En s'associant à la coalition d'entreprises pour un traité sur la pollution plastique, aux côtés de l'entreprise zurichoise de l'emballage Amcor, LEGO, Nestlé, Unilever ou PepsiCo, l'entreprise soutient des dispositions ambitieuses du traité. Des géants de leurs secteurs qui ont tous envoyé des représentants à Genève sous différentes bannières.

Sur les bords du Léman, les différents groupes de pression suivent le travail entamé à Punta del Este, Paris, Nairobi, Ottawa et Busan. En novembre 2024, un rapport de l'ONG InfluenceMap révélait que les industriels du plastique et des combustibles fossiles, dont ExxonMobil, Sabic, PlasticsEurope et l'American Fuel and Petrochemical Manufacturers, «ont fortement plaidé pour affaiblir l'ambition du traité sur les matières plastiques». «Ils ne veulent absolument pas que ce traité fixe un plafond à la production de plastique», explique Rachel Radvany.

A défaut, les lobbies poussent «pour que ce traité soit axé sur le recyclage». Un écran de fumée pour Dorothee Moisan: «Pourquoi un pétrochimiste qui pro-

duit du plastique vierge et en dégage d'énormes revenus défend-il le recyclage?» Elle poursuit: «Si on recycle à l'infini, on ne produit plus de plastique vierge. Il est rare que des entreprises de ce type-là scient la branche sur laquelle ils sont assis.»

Des Nations unies à TikTok

Dans son rapport annuel sur le plastique, l'OCDE rapporte qu'en 2022, seulement 9% des déchets plastiques ont été recyclés. Malgré les intentions des industriels du secteur, l'OCDE, dans son rapport de l'année suivante, prévoit qu'en 2060 les deux tiers des déchets plastiques mondiaux seront toujours mis en décharge ou mal gérés. Le lobbying se joue également hors les murs. En plus des

traités internationaux, les industriels investissent les réseaux sociaux pour vanter les mérites du recyclage. Présent à Genève actuellement, et aux rencontres de Busan et Ottawa, Petcore Europe, le lobby européen du PolyTéréphthalate d'Éthylène (PET) a lancé la campagne Recycle the One, en référence au logo du PET. Parmi les membres de Petcore Europe, des entreprises familiaires, et dépendantes du plastique: Dow, PepsiCo, Coca-Cola ainsi que les chimistes anglais Ineos (dont une des divisions est basée à Rolle, dans le canton de Vaud) et allemand BASE.

Comme d'autres associations, Petcore use aussi de publicités payantes sur les réseaux sociaux comme LinkedIn, pour vanter les attributs du plastique. Stratégie similaire pour le Conseil international des associations chimiques, «la voix mondiale et unifiée de l'industrie chimique», dont *Le Temps* a retrouvé des posts sponsorisés sur LinkedIn et X.

Lors des débats de Busan, en décembre dernier, les représentants d'Etats étaient peut-être tombés sur ces vidéos prônant les miracles du PET. Une opération «Positively PET» (Positivement PET) à plus de 1,8 million de dollars, selon le groupe de lanceurs d'alerte Fieldnotes. À la manœuvre, la National Association for PET Container Resources (Napcor), dont cinq représentants sont présents à Genève. Parmi les près de 70 membres de cette association, on retrouve Amcor ou Ineos. C'est un petit monde. ■

Un projet étudie des déchets nucléaires enfouis dans l'océan. La Suisse fait partie des pays pollueurs

NUCLÉAIRE JETÉ À LA MER

RÉMI ALT

Pollution ▶ Plus de 200 000 fûts de déchets radioactifs reposent sur les plaines abyssales de l'Atlantique Nord-Est, à quelque 5000 mètres de profondeur. Un héritage constitué entre les années 1950 et 1990, auquel la Suisse a contribué dès 1969. Cette problématique refait aujourd'hui surface avec un projet scientifique français, nommé NODSSUM. Celui-ci vise à cartographier la zone d'immersion principale et à comprendre le comportement des radionucléides dans l'océan, et leurs interactions avec l'écosystème.

La première campagne de repérage s'est terminée récemment, tandis que la deuxième est en cours de préparation. Comment savoir si les déchets immergés à cette époque sont toujours radioactifs aujourd'hui, et quel danger représentent-ils pour l'écosystème? Est-ce à la Suisse de récupérer ses débris de l'époque en haute mer?

La Suisse demeure passive
Bien qu'elle ait pris part à la pollution des fonds marins, la Suisse ne participe aucunement au financement du projet NODSSUM. Ce dernier est principalement soutenu par le Centre national de la recherche CNRS en France. «Dans le meilleur des cas, les résultats des investigations fourniront des indications sur les effets des déchets nucléaires sur l'environnement», estime l'Office fédéral de l'énergie (OFEN). Selon les services compétents, la sécurité nucléaire ne nécessite pas de récupérer ces déchets.

«Si la Suisse décide de récupérer les déchets, ils devraient être tout d'abord conditionnés et ensuite déposés dans les centres de stockage intermédiaires», précise tout de même la Confédération. Et de souligner que «les méthodes de conditionnement nécessaires devraient être développées».

Pas suffisant pour la verte Aline Trede. La conseillère nationale bernoise a indiqué dans la NZZ souhaiter que la Suisse cofinance les futurs projets de recherche en lien avec cette affaire, et souhaite déposer une motion à ce sujet. Son homologue genevoise, Delphine Klopfenstein Broggini, mise sur la transparence dans le traitement des résidus radioactifs. «Les déchets nucléaires sont un problème permanent, qui montre la limite de l'exercice», appuie-t-elle.

Peu de danger

La conseillère nationale verte genevoise épingle ces événements des années 1970 comme un exemple à ne pas suivre: «Exploiter les sous-sols océaniques pour y déposer des débris nucléaires, c'est aberrant», s'insurge-t-elle. «La Suisse a une responsabilité et elle doit l'avoir jusqu'au bout. Lancer des fûts radioactifs à la mer est violent tant au niveau du message que de l'impact environnemental. On ne sait pas quoi faire de ces déchets.»



Des fûts de déchets nucléaires ont été largués dans les années 1970 à 700 km des côtes.

KEYSTONE/PHOTO PRÉTEXTE

L'Inspection fédérale de la sécurité nucléaire (IFSN) et la Nagra, société coopérative nationale pour le stockage des déchets radioactifs, ne semblent pas s'alarmer de la situation. L'OFEN indique avoir contacté les deux organisations afin de répondre à nos sollicitations. Il soutient que les déchets immergés sont «faiblement et moyennement radioactifs», et que 60% d'entre eux proviennent d'instituts de recherche fédérale. Selon l'IFSN, l'inventaire radioactif des déchets est dûment annoté. «Il est donc possible de calculer l'évolution de la radioactivité de cet inventaire à partir de la décroissance radioactive des déchets», relate Brigitte Mader.



«Les déchets nucléaires sont un problème permanent»

Delphine Klopfenstein Broggini

conseillère en communication à l'OFEN.

Or, les débris ont été jetés à la mer entre 1969 et 1982. Près de 90% d'entre eux sont constitués du radionucléide tritium, dont la radioactivité diminue avec le temps. Ainsi, «l'inventaire de tritium a depuis été réduit à moins de 10% de sa quantité initiale», assurent les services d'Albert Rösti. «Il est déterminant qu'il ne s'agit pas de déchets hautement radioactifs. Des calculs montrent que la dose résultante de la dispersion de la radioactivité par les courants marins serait négligeable pour la population des côtes les plus proches.» Car les déchets sont immergés à plus de 700 kilo-

mètres des terres voisines du site, dans les eaux internationales qui bordent la France, l'Espagne, le Portugal ou encore l'Irlande, notamment. L'IFSN le confirme: d'ici à 2050, 98% de la radioactivité devrait avoir disparu de ces sites grâce à la décroissance radioactive.

Contactés, le Centre national de la recherche scientifique français (CNRS) et l'équipe scientifique du projet NODSSUM n'ont pas pu donner suite à nos sollicitations.

Trouver des solutions

Dans les années 1970, Greenpeace avait mené une action visant à empêcher le dépôt de ces déchets dans les abysses.

«Nos militants tentaient de se mettre avec un zodiaque sous la grue qui lâchait les fûts dans la mer», explique Mathias Schlegel, porte-parole climat chez Greenpeace Suisse. «C'était une action d'envergure à l'époque.»

Aujourd'hui, l'organisation internationale indépendante milite pour que chaque pays assume ses responsabilités vis-à-vis de cet héritage radioactif. «La Suisse doit trouver une solution de stockage sur le long terme qui protège la nature et la population», pointe le porte-parole. «À notre avis, elle n'en a pas qui soit convenable.» Et de lâcher: «La leçon fondamentale, c'est que moins on a de déchets, moins ça coûte, et moins ça coûtera aux générations futures».

Réfléchir au futur

Tandis qu'Albert Rösti entend développer le nucléaire, les mots de Delphine Klopfenstein Broggini sonnent comme un avertissement. «Bientôt soixante ans après, ces déchets sont toujours là. Cette pollution dont nous parlons encore illustre ce que cela implique de se lancer dans une énergie aussi dangereuse et insoluble en matière de gestion des déchets.»

Mais, dans un contexte où la Confédération doit faire des économies, peut-on considérer une action de la Confédération sur ces déchets de l'Atlantique comme une priorité? «Le nucléaire coûte très cher. Si on cherche à faire des économies, il faut plutôt éviter de réinvestir là-dedans», lance la conseillère nationale genevoise. ▀

DES DÉCHETS À MIEUX GÉRER

Un retour au nucléaire comme envisagé par Albert Rösti implique un développement de la gestion des déchets à court terme.

Pour être stockés, les déchets nucléaires sont tantôt fondu dans un four à plasma, tantôt enrobés dans une couche de ciment, puis stockés dans des conteneurs en acier eux-mêmes entreposés dans des installations de stockage intermédiaire, le tout sous la surveillance de l'Inspection fédérale de la sécurité nucléaire (IFSN). Si ces démarches peuvent paraître déjà précautionneuses, le stockage des déchets nucléaires est amené à évoluer pour encore plus de sécurité. La Nagra, société coopérative nationale pour le stockage des déchets radioactifs, a été mandatée par les producteurs de déchets pour planifier, réaliser et exploiter un dépôt géologique en profondeur en Suisse.

Mais les délais de réalisation de cette infrastructure sont pour le moins larges. Selon l'Office fédéral de l'énergie (OFEN), la procédure de sélection d'un site a débuté en 2008 déjà. La Nagra a proposé en 2024 de l'établir sur le site de Stadel, dans le canton de Zurich, et d'installer le conditionnement des éléments combustibles près du centre de stockage intermédiaire, à Würenlingen. «Il existe aujourd'hui un large consensus scientifique international sur le fait qu'un dépôt en profondeur est la solution de gestion la plus sûre», indique Brigitte Mader, conseillère en communication à l'OFEN.

Le Conseil fédéral devrait se prononcer en 2029 sur ces propositions, l'administration les examinant d'ici-là. Or, la décision des sept Sages devra être soumise au parlement et pourrait faire l'objet d'un référendum. «Il est donc probable que la population ait à se prononcer sur la ques-

tion», appuie la communicante. Porte-parole climat chez Greenpeace Suisse, Mathias Schlegel rappelle le coût très élevé de ce projet et le temps qu'il nécessite pour être réalisé. «Diverses questions relatives aux procédures et à la sécurité restent sans réponse concernant le dépôt prévu», mentionne-t-il. «Le dépôt en profondeur actuellement prévu par la Nagra dans la région du nord du Lägern n'est conçu que pour les déchets radioactifs des centrales nucléaires existantes. La construction d'une nouvelle centrale nucléaire impliquerait donc également la création d'un dépôt supplémentaire.»

Chaque année, la Suisse produit en moyenne 200 m³ de déchets nucléaires de faible et de moyenne activité, ainsi que 30 m³ de déchets de haute activité. Et ce sera vraisemblablement la population qui aura le dernier mot sur la question du traitement de ces résidus. RA

Un nouveau modèle pour l'aide aux pays pauvres



Une femme déplie une moustiquaire, à Matam (Sénégal), le 17 mai 2023. JOHN WESSELS/AFP

Julien Bouissou Le Monde 11.08.2025

Face à l'effondrement de la solidarité internationale, la méthode d'« évaluation aléatoire » est en plein essor dans les projets d'ONG et les politiques publiques

DAKAR - envoyé spécial

Ici, pas de grand discours sur les objectifs du développement durable d'ici à 2030 dans le monde, comme ce fut le cas récemment lors de la 4^e Conférence internationale sur le financement du développement à Séville. Et encore moins de promesses mirobolantes à plusieurs milliards de dollars. A Dakar, dans les salles du Centre africain d'études supérieures en gestion (Cesag), où se tenait du 7 au 10 juillet une université d'été consacrée aux « méthodologies du développement », on s'est intéressé aux expérimentations qui pourraient faire reculer la pauvreté dans le monde.

Parmi la centaine de participants, une chercheuse veut mesurer comment les menstruations influencent la scolarisation des filles dans l'Etat de Benue, au Nigeria. D'autres se demandent si l'envoi par SMS des prix du marché aux agriculteurs pourrait les aider à prendre de meilleures décisions, ou encore si l'intelligence artificielle peut aider les jeunes diplômés d'Afrique du Sud à trouver un emploi. Il y a aussi des responsables d'ONG et des hauts fonctionnaires évaluant un programme destiné à enrayer la chute de la scolarisation des filles, entre le primaire et le collège, à Madagascar.

Quels que soient leurs projets, leurs métiers ou leurs nationalités, tous étaient ici pour apprendre des « méthodes d'évaluation ». Popularisée par les travaux des économistes Esther Duflo, Abhijit Banerjee et Michael Kremer, couronnés par le prix Nobel en 2019, la méthode « d'évaluation aléatoire » est de plus en plus utilisée dans les projets d'ONG ou les politiques publiques. Inspirée des essais cliniques des laboratoires pharmaceutiques, elle consiste à comparer les résultats d'un programme sur une population, par rapport à une autre qui n'en a pas bénéficié, pour en mesurer l'efficacité.

De nouveaux horizons

Exemple : est-il préférable, dans les régions où le paludisme est répandu, de distribuer gratuitement des moustiquaires ou de demander aux bénéficiaires d'en payer une partie pour augmenter leur valeur et, donc, leur utilisation ?

C'est ce qu'avaient voulu comprendre Jessica Cohen et Pascaline Dupas lors d'une expérimentation menée entre 2006 et 2009 au Kenya, où le paludisme, transmis par les moustiques, était responsable du quart de la mortalité

infantile, alors que les moustiquaires imprégnées d'insecticide n'étaient utilisées que par 5 % des enfants et 3 % des femmes enceintes.

Les économistes avaient alors sélectionné de manière aléatoire plusieurs dispensaires dont certains recevaient des moustiquaires à prix subventionné pour les femmes enceintes et d'autres non. En comparant leur utilisation, mois après mois, dans ces différents groupes, elles en avaient conclu que les femmes enceintes qui payaient plus cher ces protections ne les utilisaient pas davantage, et que la distribution gratuite était plus efficace pour lutter contre le paludisme.

« Les essais aléatoires ont révolutionné la médecine au XX^e siècle et ils sont aujourd'hui en train de faire de même dans les politiques publiques, veut croire M^{me} Duflo. Avec une demande d'évaluations qui augmente partout dans le monde, il faut former davantage de chercheurs, de fonctionnaires, et multiplier les partenariats. »

De fait, les disciples de cette méthode sont de plus en plus nombreux. Le laboratoire fondé en 2003 par M^{me} Duflo et M. Banerjee à l'université américaine du Massachusetts Institute of Technology – l'Abdul Latif Jameel Poverty Action Lab (J-PAL) – compte plus de 1 000 économistes affiliés en 2025, contre... 8 en 2004. En vingt ans, plus de 600 millions d'habitants de la planète ont participé aux expérimentations. Un succès qui ouvre de nouveaux horizons alors que l'aide au développement est soumise à d'importantes coupes budgétaires.

Illustration à la Conférence internationale de Séville, qui s'est tenue du 30 juin au 3 juillet, où près de 70 chefs d'Etat et de gouvernement et des milliers d'associations ont assisté, impuissants, à l'effondrement de la solidarité internationale sur fond de crise du multilatéralisme. Donald Trump a supprimé 83 % des financements de l'Usaid, l'agence américaine de développement qui a fermé ses portes le 1^{er} juillet. En France, au Royaume-Uni ou encore aux Pays-Bas, les budgets d'aide au développement ont connu des baisses comprises entre 30 % et 50 %. « *On est, en ce moment, un peu comme le coyote du dessin animé qui se retrouve au-dessus du vide à côté de la falaise* », reconnaît M^{me} Duflo.

Avec la baisse de l'aide américaine, le J-PAL va perdre environ 30 millions de dollars (25,8 millions d'euros) de financement, l'obligeant à abandonner de 15 à 20 expérimentations. Mais la raréfaction des financements incite aussi à utiliser des techniques d'évaluation pour gagner en efficacité. Et répondre ainsi à ceux qui accusent l'aide internationale de maintenir les pays pauvres dans une dépendance à l'égard des donateurs, d'être gaspillée, détournée par les élites politiques des pays pauvres ou d'enrichir les ONG. Des critiques renouvelées le 1^{er} juillet par Marco Rubio. Le secrétaire d'Etat américain a fustigé un « *modèle fondé sur la charité qui a échoué parce que les dirigeants de ces pays en développement sont tombés dans une véritable dépendance* », et qui a conduit à « *la création, aux frais des contribuables, d'un vaste complexe industriel d'ONG à l'échelle mondiale* ».

Acquérir des savoirs de base

La généralisation des méthodes d'évaluation rend possible un développement d'« *en bas* » qui avance projet par projet avec pour seule boussole le résultat. Lors de l'université d'été de Dakar, Allé Nar Diop, le conseiller du président sénégalais, Bassirou Diomaye Faye, a aussi insisté sur ses vertus politiques : « *L'évaluation peut rétablir la confiance entre l'Etat et la population, car la société demande de la transparence et de la redevabilité.* »

M^{me} Duflo espère qu'un nouveau multilatéralisme sorte de cette crise : « *Un multilatéralisme où chacun a un peu plus une voix au chapitre et où la coopération se caractérise davantage par un partenariat renforcé entre pays du Sud que par une domination financière des uns sur les autres.* » C'est le tournant pris aujourd'hui par le J-PAL, devenu un passeur d'initiatives d'un pays à l'autre.

Illustration avec l'initiative « Teaching at The Right Level » (« enseigner au bon niveau »), née il y a quinze ans en Inde pour aider les enfants à acquérir des savoirs de base en les regroupant par niveaux d'apprentissage, et non par tranches d'âge, a été répliquée dans plus de 20 pays après avoir prouvé son efficacité. « *Chaque pays l'adapte et l'évalue en fonction de son contexte politique et social, et chaque nouvelle évaluation est plus légère car elle s'enrichit des précédentes* », explique Sarah Kopper, l'une des responsables de J-PAL. « *Montrer qu'un programme est inefficace au Maroc et qu'un autre est efficace au Bénin, c'est une leçon qui peut être importante pour d'autres* », complète M^{me} Duflo. Les savoirs doivent circuler, les coopérations se multiplier.

Encore faut-il que ces pays disposent d'économistes ou de fonctionnaires formés. J-PAL multiplie les partenariats avec des universités locales, comme l'Ecole nationale supérieure de l'électronique et de ses applications à Abidjan, en Côte d'Ivoire, ou l'université Mohammed-VI Polytechnique, au Maroc. « *Une meilleure expertise locale peut remplacer l'aide au développement*, espère Doulo Sow, un jeune économiste sénégalais, assistant de recherche à l'université américaine de Princeton. *En investissant dans la recherche, nous dépendons moins des solutions de l'extérieur et nous gagnerons en souveraineté.* » Ces techniques se diffusent aussi dans les administrations. En

Inde, le gouvernement de l'Etat du Tamil Nadu finance désormais les évaluations et les expérimentations de ses programmes. En Egypte, le ministre de la planification héberge depuis 2022 l'« Egypt Impact Lab », en partenariat avec le J-PAL, pour évaluer les politiques publiques.

Grâce à d'importantes levées de fonds auprès de fondations, comme la Fondation Gates (qui contribue au financement du « Monde Afrique »), ou d'Etats, le J-PAL investit dans des expérimentations pour repérer les innovations qui feront les révolutions de demain. La France finance par exemple le Fonds d'innovation pour le développement (FID), créé par M^{me} Duflo en 2021 pour tester et évaluer des projets innovants, comme un chatbot vocal utilisant l'intelligence artificielle qui donne des conseils aux agriculteurs sénégalais, ou l'utilisation de drones pour accélérer la restauration des mangroves au Ghana.

L'évaluation est pourtant un vieux concept. La Banque mondiale en avait fait l'une de ses priorités au tournant des années 2010, dans un monde à peine remis de la crise financière. De nombreux pays, à l'instar de Madagascar, de la Côte d'Ivoire, du Gabon ou du Sénégal, l'avaient alors intégrée dans leur Constitution ou ont voté des lois pour la renforcer. « *Mais elle ne se faisait qu'à la fin, et parce que les bailleurs le demandaient, sans qu'on lui donne beaucoup d'importance, alors qu'elle est maintenant au cœur des politiques* », estime Edoé Djimitri Agbodjan, le coordinateur en Afrique de Clear FA, une initiative pour améliorer les politiques publiques des pays en développement.

La méthode d'évaluation aléatoire ne fait pas l'unanimité. Elle serait trop coûteuse en raison des vastes et longues enquêtes à mener, jugent des économistes. Les expérimentations seraient aussi spécifiques à un environnement social, économique et politique et difficilement réplicables ailleurs. « *La méthode aléatoire est utile, mais il y en a d'autres qui peuvent être plus appropriées selon les contraintes* », estime Jean-Claude Pires, directeur du département Evaluation et apprentissage à l'Agence française de développement.

Les obstacles sont nombreux. Allé Nar Diop les a énumérés lors de son discours donné en juillet : pénurie de données fiables et d'experts formés, « *des budgets publics qui consacrent rarement une part significative de leurs ressources à ces activités perçues comme secondaires et non prioritaires* ».

Le conseiller du président sénégalais a livré cette confidence : « *C'est un processus sensible, car certains responsables craignent que les résultats mettent en lumière les échecs ou des contre-performances* » et, « *dans certains cas, les évaluations sont commandées pour répondre à des impératifs de communication* ». Edoé Djimitri Agbodjan se souvient de la réaction des parlementaires à un atelier de formation qu'il animait sur le sujet : « *L'un d'entre eux m'a dit que s'il était membre du parti au pouvoir et qu'il devait évaluer son gouvernement, il ferait le boulot de l'opposition et que cela reviendrait à scier la branche sur laquelle il était assis.* »

Le renforcement de l'aide indirecte à la presse est accueilli avec soulagement dans le secteur. Explications

Une aide pour la presse qui tombe à pic

BAYRON SCHWYN

Presse ► Le journal *La Région*, dans le Nord vaudois, a vécu sa dernière parution en juillet. Disparition du *Messager*, centré sur le district de la Veveyse dans le canton de Fribourg, et fin de l'édition papier du *20 minutes* annoncées pour cette fin d'année. La presse écrite poursuit son déclin en Suisse romande.

Au milieu de ce tableau sombre, une lueur d'espoir. L'aide indirecte à la presse augmentera dès l'an prochain sur décision du parlement. Le référendum porté par un comité de jeunes UDC et PLR, opposé à cette hausse de 50 à 85 millions de francs par an pendant sept ans, a échoué début juillet, faute de signatures suffisantes.

Pour Daniel Hammer, secrétaire général de Médias suisses, l'association qui défend les intérêts des éditeurs de presse écrite en Suisse romande, il s'agit d'un «ballon d'oxygène» bienvenu. Mais le danger de voir disparaître de nouveaux journaux n'est pas écarté. Nos explications en trois points.

1 Rabais de plus sur la livraison postale

Dès l'année prochaine, l'aide à la distribution postale passera de 30 à 40 millions de francs par an. Un montant destiné à réduire les tarifs postaux des quotidiens et hebdomadaires sur abonnement tirant à moins de 40 000 exemplaires par jour. Un plafond que ne dépasse désormais plus aucun quotidien romand sur abonnement.

Au 1^{er} octobre 2024, près de 150 journaux suisses bénéficiaient de ce soutien, mis en place il y a des décennies pour soutenir la diversité de la presse dans le pays. En 2025, le rabais a été fixé à 28 centimes par exemplaire, sur un tarif d'envoi qui avoisine les 50 centimes.

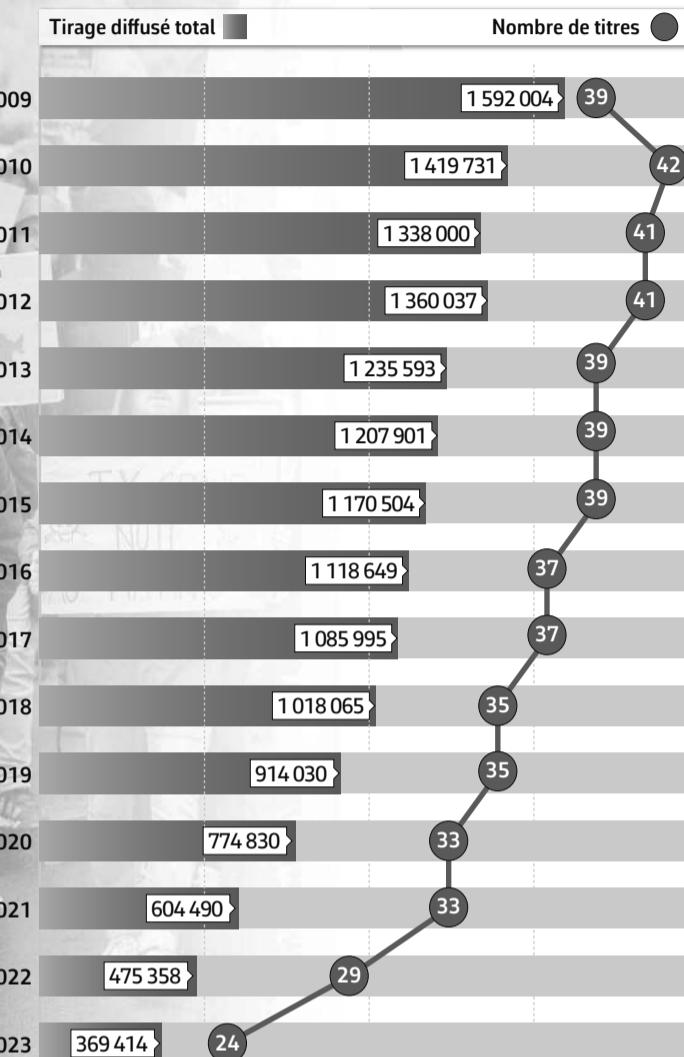
Si la somme ainsi écrite peut sembler petite, elle devient massive lorsqu'on la multiplie par la centaine de milliers, voire les millions d'exemplaires distribués chaque année. En 2023, *24 heures* et *Le Quotidien jurassien* ont chacun économisé 1 million de francs grâce au rabais postal. Cela équivaut à environ 760 000 francs pour *Le Temps*, 680 000 pour *La Liberté* et 480 000 pour *Le Nouveliste*, selon les données transmises par l'Office fédéral de la communication (Ofcom).

Les journaux les plus soutenus se trouvent au Tessin et en Suisse alémanique, avec 1,3 million pour le *Corriere del Ticino* ou le *Walliser Bote*.

La hausse de cette subvention fera baisser un peu plus les tarifs postaux pour les éditeurs concernés. L'Ofcom estime que le rabais augmentera de 10 centimes pour atteindre 38 centimes par exemplaire en 2026.

Les plus importants titres romands économiseront ainsi jusqu'à plusieurs centaines de milliers de francs supplémentaires chaque année, et ce pendant les sept ans que durera cette mesure.

UNE PRESSE ROMANDE TOUJOURS PLUS AFFAIBLIE



Infographie: La Liberté / F. Cerouter | Source: ESH Médias, Schweizer Medien/REMP | Photo: Keystone

2 Des journaux livrés par porteur

Quand on est abonné à un journal, on souhaite généralement le recevoir le plus tôt possible. Ce qu'une distribution par La Poste ne garantit pas. Le géant jaune est en effet tenu de livrer les quotidiens à 12 h 30 au plus tard. Un horaire bien souvent trop tardif pour de nombreux lecteurs.

Pour s'assurer que leurs journaux soient livrés avant l'heure du petit-déjeuner, beaucoup d'éditeurs ont recours à des porteurs. Ce mode de distribution ne bénéficiait jusqu'ici d'aucune subvention de la Confédération.

C'est la grande nouveauté du paquet voté ce printemps: une

«Il s'agit d'un ballon d'oxygène bienvenu»

Daniel Hammer

aide à la distribution dite matinale, d'un montant de 25 millions de francs par an. Si les contours n'ont pas encore été précisés, les experts du secteur tablent sur une mise en œuvre selon des critères similaires à celui mis en place pour les tarifs préférentiels de La Poste. Cette nouvelle aide doit entrer en vigueur en 2027, pour sept ans. Elle permettra plusieurs dizaines de milliers de francs d'économies aux éditeurs.

Cette mesure intervient toutefois au moment où de nombreux titres ont déjà renoncé à la distribution par porteur dans les zones moins densément peuplées, jugée trop coûteuse au

regard du nombre d'abonnés concernés. Beaucoup adoptent désormais un modèle mixte combinant porteurs et poste.

Le démantèlement de Direct Mail Company (DMC), l'un des acteurs incontournables du secteur et ancienne filiale du géant jaune, a également compliqué le jeu. Faute d'autres sociétés proposant ce service dans leur région, de petits éditeurs n'ont eu d'autre choix que de recourir complètement à La Poste, qui propose des tarifs environ deux fois plus élevés. C'est notamment ce qui a précipité la chute de *La Région*.

3 La Poste, toujours plus chère

Ces aides financières supplémentaires arrivent alors que la distribution est aujourd'hui l'une des charges les plus importantes des éditeurs, souvent devant les coûts d'impression et après le personnel. La hausse incessante des tarifs postaux ces dernières années est notamment en cause.

Depuis 2014, ils ont progressé d'environ 30%, alors que l'inflation cumulée sur la période n'a été que de 6,4%. Dans le même temps, le volume de quotidiens distribués par La Poste a chuté de 40%.

«Nous sommes parvenus à limiter certaines hausses, mais la pression tarifaire reste très forte. La Poste nous dit qu'elle se voit forcée d'augmenter ses prix, mais elle ne nous fournit aucun chiffre détaillé», remarque Daniel Hammer, secrétaire général de Médias suisses. Selon lui, les coûts effectifs assumés par les éditeurs suisses ont même augmenté de 64% ces quatre dernières années.

La Poste se défend: «Les tarifs appliqués aux journaux sont très avantageux, bien inférieurs aux coûts réels. En 2024, cela s'est traduit par un déficit de 70 millions de francs, après 60 millions en 2023 et 70 millions en 2022», chiffre Stefan Dauner, porte-parole du géant jaune, qui précise que les adaptations de prix se font en accord avec les associations d'éditeurs.

Comment expliquer ces hausses constantes? «La baisse du lectorat papier fait grimper les coûts fixes par exemplaire. Malgré cela, La Poste s'efforce de proposer la meilleure prestation possible à un prix compétitif, même si elle n'a aucune obligation légale de soutenir le marché des médias», affirme le communicant. ESH MÉDIAS

Secteur de la presse en crise

L'aide accordée à la presse est limitée à 7 ans par le parlement, soit le temps estimé pour réussir la transition numérique.

Le parlement a limité à sept ans la durée des nouvelles aides accordées à la presse, la majorité des élus estimant que cette manne financière devait accompagner le passage des entreprises de presse au numérique, sans subventionner à long terme un mode de distribution jugé en déclin.

Reste que la presse continue de jouer sa survie. Ses revenus publicitaires continuent de fondre, aspirés par les géants du web. En quinze ans, près de deux tiers du chiffre d'affaires publicitaire de la presse écrite suisse se sont évaporés, passant de 1,75 milliard de francs en 2007 à moins de 650 millions en 2024, selon la Fondation statistique suisse en publicité.

Et les revenus issus des abonnements ou du numérique ne parviennent pas à compenser les pertes subies.

«Les Gamam (Google, Apple, Meta, Amazon et Microsoft) prennent une part toujours plus importante dans la publicité, avec notamment Google et Facebook qui font désormais de la publicité très locale. Ils le font en utilisant le contenu rédactionnel des éditeurs et des journalistes, sans rien payer», dénonce Daniel Hammer, secrétaire général de Médias suisses, qui précise que les revenus captés par les Gamam sont estimés à 2 milliards de francs par an en Suisse.

Selon un bon connaisseur du secteur, il devient par ailleurs désormais très compliqué de vendre des campagnes publicitaires nationales dans les journaux papier. Les clients historiques que sont l'automobile et la grande distribution ont réduit de manière importante leur investissement publicitaire dans ce genre de publications.

Pour assurer leur survie à plus long terme, les éditeurs misent notamment sur la création d'un droit voisin en fa-

veur des médias, qui obligeraient les grandes plateformes numériques à rétribuer ces derniers pour les contenus rédactionnels qu'elles utilisent. Un projet proposé par le Conseil fédéral doit être examiné cette année encore par les Chambres fédérales.

Selon la formule proposée par le gouvernement, la compensation prévue ne se fera pas uniquement en fonction du trafic généré sur internet par les publications, mais aussi en fonction de l'effort journalistique fourni. «C'est une source de financement pérenne, qui profitera aussi aux petits et moyens éditeurs», appuie Daniel Hammer, secrétaire général de Médias suisses.

Une étude commandée par les éditeurs suisses avait chiffré à 154 millions de francs la somme que devrait payer Google en vertu du droit voisin. D'autres estimations évoquent toutefois une somme beaucoup plus basse. BSC